

EXPLOITATION ET MAINTENANCE
DES SERVICES DE TELECOMMUNICATION
DU MINISTERE DE LA CULTURE
ET PRESTATIONS ASSOCIEES

Cahier des clauses techniques particulières

Numéro de consultation : 2024-39-SNUM

6.2.2.3	Pour bénéficier des prestations	23
6.2.3.	Maintenance curative.....	23
6.2.3.1	Détail des prestations	23
6.2.3.2	Pour recourir à la maintenance curative.....	24
6.2.4.	L'assistance à distance	25
6.2.4.1	Prise en charge des demandes par téléphone pour évaluation, réponse à distance et déclenchement des interventions physique.....	25
6.2.5.	L'intervention sur site	26
6.2.6.	Fourniture des consommables et matériels pour les interventions sur site	26
Article 7	TABLEAUX DE BORD TRIMESTRIELS.....	27
Article 8	INDICATEURS ESTIMATIFS DE VOLUMETRIE.....	28
Article 9	ANNEXES	28

Article 7 TABLEAUX DE BORD TRIMESTRIELS

Le titulaire fournit des tableaux de bord de différentes natures qui sont définis en début de marché, et qui indiqueront a minima :

- La liste trimestrielle des communications internationales par centre de coût et par poste ;
- La liste trimestrielle des communications vers les numéros spéciaux par centre de coût et par poste ;
- La liste quotidienne des appels internationaux et audiotel qui permettra de contrôler un éventuel piratage des lignes du ministère. Cette liste doit être analysée quotidiennement par le technicien titulaire ;
- Le nombre de prestations de préparation et support de terminaux mobiles.

Ces tableaux devront également détailler les différentes UO ayant été commandées, indiquant a minima :

- Le nombre d'UO commandées, par date et par catégorie d'UO ;
- Le montant par commande et le montant total commandé dans le mois, par UO et de façon globale ;
- La liste des interventions, par date et par site, en indiquant leur objet, niveau de complexité ainsi que les nombres et niveaux de compétences des techniciens étant intervenus.

Ces tableaux de bord devront également préciser l'état d'avancement et le respect des calendriers des chantiers en cours.

Ces tableaux de bord sont impérativement remis dans les dix (10) premiers jours calendaires du mois suivant le dernier mois des trois mois auxquels ils se rapportent.

Le non-respect des délais définis entraîne l'application de pénalités telles que définies dans le CCAP.

